

Richesse des contradictions

La lutte du Larzac, entre révolte et réforme ; des illusions au mythe.

L'écriture de ce texte vient d'un certain « retour au pays » et d'une envie de se documenter sur le passé de la région des Grands Causses et plus particulièrement sur les luttes qui s'y sont développées. Ce texte est le fruit de réflexions sur des problématiques de luttes actuelles et passées, il naît également de l'envie de parler en contre des discours touristique et gestionnaire locaux. L'actualité de certaines luttes et les manœuvres politiciennes de personnages comme l'arriviste notoire José Bové à leur sujet n'a fait que convaincre son auteur de la nécessité de revenir sur cette lutte que connut le plateau du Larzac dans les années 70. Le texte est écrit au mois de janvier 2018, période à laquelle l'État tente de se trouver une porte de sortie dans le conflit de Notre Dame des Landes et craint un déplacement de ces occupants vers d'autres luttes locales, comme en Aveyron où il existe un mouvement d'opposition aux éoliennes industrielles, à la THT et à un méga transformateur électrique. Les médias locaux ou nationaux comparent allègrement ces luttes à celle du Larzac et diffusent largement les discours de Bové à leur sujet. Le Larzac étant présenté comme « l'exemple à suivre ».

Ce récit historique non exhaustif de ce qui serait aujourd'hui appelé une « lutte territoriale » tente d'en faire apparaître les contradictions internes et les tentatives de dépassement de ces limites. Une lutte s'étalant sur plus de dix ans ne peut être réduite à quelques pages et son analyse historique est forcément emprunte des idées et désirs de son auteur. L'on ne propose pas ici de restituer les faits « réels » de l'histoire de la lutte du Larzac, mais plutôt de questionner sur des similitudes avec des luttes actuelles dans lesquelles nous pouvons nous retrouver. L'idée est de présenter la complexité de ce genre de conflits, de ces différentes composantes et des oppositions qui les traversent. Nous pensons y retrouver des problématiques similaires, malgré des différences de contexte, à celles qui peuvent se pauser actuellement dans différentes luttes, que ce soit sur la contradiction entre révolte et cogestion, entre local et global, entre « défense d'un territoire » et attaque des rapports existants. Si l'on choisit ici l'exemple du Larzac, c'est du fait de son actualité et de ce qui reste de la lutte qui s'y déroula entre 1971 et 1981. Nous considérons l'histoire du Larzac, telle qu'elle est véhiculée aujourd'hui par les « anciens », les universitaires ou autres spécialistes du cas, ainsi que le Parc Naturel Régional des Grands Causses (PNRGC), comme bien confortable pour les actuels gestionnaires de la région. Comme il l'a déjà été signalé dans d'autres textes¹, le Larzac s'est parfaitement imprégné des logiques autoritaires et marchandes qui régissent nos rapports sociaux. Même le PNRGC met aujourd'hui la lutte du Larzac en avant comme argument marketing pour attirer les touristes et vendre des produits éco-bio-durables²... L'histoire qui est largement véhiculée au sujet du Larzac est également une vitrine idéologique pour des objectifs politiques, ce fut le cas pour le PS et la fameuse élection de Mitterrand, l'écologie politique, la désobéissance civile, puis l'altermondialisme et aujourd'hui le parti Europe Écologie. D'anciens squatteurs sont aujourd'hui devenu gérants de la partie du Larzac concernée par l'ancien projet d'agrandissement du camp militaire et s'acoquine des gestionnaires locaux pour des projets tel que l'installation de la Légion étrangère sur le causse et autres aménagements de territoire. Face à celles et ceux qui n'ont pas été totalement pacifiés par ce mythe du Larzac, ces nouveaux chefs intimident et répriment afin de conserver leur situation d'intermédiaire entre la population locale et l'État³. Tel qu'il fut le cas lors de la venue du ministre de l'agriculture et que certains habitants entendaient se solidariser avec la lutte de Notre Dame des Landes et de critiquer le fonctionnement arbitraire et coercitif de la

1 *Le Larzac est-il une marchandise ? « Contestation sur un plateau »*, de Bertrand Liard, Revue MAUSS n°22, 2003.

2 « Le projet d'extension du camp militaire du Larzac s'implante dans ce territoire en déprise. Les 10 années de luttes des paysans opposés à ce projet révèlent plus qu'aux habitants, les valeurs patrimoniales et culturelles porteuses de renouveau. Le projet de Parc serait le fruit de cette appropriation collective des patrimoines locaux. » Extrait du site internet du PNRGC, rubrique *Découverte du patrimoine*.

3 *Les Versaillais du Larzac*, de Gilles Gesson (habitant du Larzac), 2015.

Société Civile des Terres du Larzac. Une intimidation, plus fine cette fois-ci, fut également exercée par certains « anciens » lors des assemblées contre la venue de la Légion, « la lutte du Larzac a déjà vaincu ». A ce sujet il est à noter que les mêmes rumeurs de fermeture du camp circulaient depuis longtemps avant l'annonce de la venue de la Légion, tout comme lors de l'annonce de l'extension du camp, comme nous allons le voir plus loin.

Nous pensons que ces pratiques ne viennent pas de nul part et l'exposé qui suit tente de mettre en lumière les différents éléments qui ont pu déterminer une partie du déroulement et des suites de la lutte du Larzac.

Un espace rural en évolution

Avant les années 60, la région aujourd'hui appelée des Grands Causses connaissait un isolement relatif. C'est au cours de ces années là qu'elle va connaître ses premières vagues d'installation de « néo ruraux ». Sur le causse du Larzac ces « néo » font parties des premiers paysans de gauche, favorables à une certaine industrialisation de l'agriculture, du moins à une évolution des pratiques. Le Sud-Aveyron reste, jusqu'alors, une région majoritairement chrétienne et réactionnaire. L'organisation *Chrétiens en monde rural* et la FDSEA⁴ sont les organisations les plus implantées et ici mai 68 n'a pas réellement suscité d'émules, bien au contraire. Les idées « de gauche », voir révolutionnaire, peinent à s'y développer et suscitent la méfiance. C'était à l'époque une région fortement attachée à des valeurs traditionnelles, notamment dans les milieux paysans, ce qui ne facilite pas les rencontres. Les rapports de voisinage ne sont pas particulièrement basés sur la solidarité, le regard porté sur les « néo » restera longtemps méfiant.

A Millau, la ville la plus proche, le contexte social est tendu. Depuis la fin des années 60, les dernières ganteries, principales pourvoyeuses d'emploi, ferment les unes après les autres et la région connaît un chômage important. Les partis de gauche, syndicats et autres organisations ouvrières y sont de plus en plus présentes et favorisent les rencontres entre ouvriers, militants de gauche et révolutionnaires.

Annnonce du projet, entre indignation et résignation

Depuis 1963, de nombreuses rumeurs circulent sur une fermeture ou un remaniement du camp du Larzac, existant depuis le début du XX^{ème} siècle. Ces rumeurs assez ambiguës ne favoriseront pas l'organisation de la lutte à venir, nombreuses sont les personnes croyant à la fermeture prochaine du camp militaire. C'est le 28 octobre 1971 que les habitants du Larzac apprennent, par la télévision, le projet d'extension du camp au détriment de terres cultivables, cette annonce est confirmée par une réunion à La Cavalerie avec un représentant du ministère de la défense. Le projet consiste en un agrandissement du camp militaire, s'étendant alors sur 3 000 ha, jusqu'à 17 000 ha. Le choc de l'annonce provoque d'abord un élan de résignation. Toutefois, un petit groupe de paysans, majoritairement « néo ruraux », se rencontrent et une brochure mettant en valeur le potentiel et le renouveau économique du causse est rédigée et diffusée par leurs soins. Cette brochure appuie sur la modernisation de l'agriculture en cours sur le plateau et sur le tissu social qui s'y développe, elle a même un côté visionnaire en prévoyant le futur développement du tourisme dans la région. Une fois le choc passé, quelques paysans voisins commencent à se rassembler et une *association de sauvegarde du Larzac* est fondée le 21 janvier 1971. Une première rencontre à lieu entre « néo » et « historiques », un industriel de Roquefort, le patron des caves Laur-Coulet et un député soutenant le projet d'extension du camp sont également présents. Les paysans fraîchement installés et l'industriel tentent de rendre le ton de l'association plus offensif, ils ont de gros investissements à perdre en cas d'extension du camp militaire. En effet, les nouvelles fermes sont plus lourdement équipées que les anciennes, certains « néo » ont adopté un mode de production plus coûteux à l'investissement et le patron des caves Laur-Coulet craint pour le marché du Roquefort, surtout qu'il

4 La FDSEA est la centrale départementale de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA), unique syndicat agricole avant la fondation de la Confédération Paysanne.

envisageait la construction d'une laiterie centrale à La Cavalerie. Il ira même jusqu'à se payer une page dans *Le Monde* afin de faire remonter l'affaire au niveau national.

Une mobilisation millavoise et ouvrière

La mobilisation contre le projet d'extension du camp du Larzac commence en premier lieu sur Millau, notamment du fait du contexte social déjà tendu et d'une présence de militants de plus en plus forte. Le Parti Socialiste Unifié (PSU) et différentes organisations contestataires s'y mettent en lien. En ville et dans les environs, l'on croise de plus en plus la présence de groupes trotskistes, maoïstes, mais aussi libertaires, qu'ils soit installé ou de passage. Le 9 mai 1971, à lieu à Millau, une grande manifestation « contre l'extension du camp du Larzac et la militarisation de la société ». S'y mêleront toutes sortes de tendances politiques malgré les divergences, des militants occitanistes, notamment de l'Aude et de l'Hérault, aux anarchistes en passant par toutes les mouvances de gauche et les non-violents. Il y aura tout de même des tensions car la manifestation est très offensive et le mobilier urbain en prend pour son grade, les militants non-violents se cantonnent à la fin du cortège où ils tentent de réparer les dégâts. A l'exception de quelques paysans socialistes, la présence paysanne est très faible, une bonne part d'entre eux reste méfiante envers ces ouvriers et ces jeunes turbulents. Toutefois ces événements marquent les débuts d'une rencontre entre paysans et ouvriers dans la région de Millau, c'est également le début d'un fort mouvement de convergence de nombreuses tendances politiques différentes vers le Larzac. L'on parle souvent des maoïstes présents dans la région comme étant guidés par des logiques de propagande partisane, ce qui doit être nuancé car la plupart de ces organisation refusaient de s'intéresser aux luttes paysannes, favorisant la présence de leurs militants dans les grands centres ouvriers. En réalité les militants de ces mouvances présent sur le Larzac se trouvaient plutôt à la marge de leurs organisations respectives, quelquefois bravant les interdictions et les directives de leurs chefs.

La mobilisation paysanne et le développement du conflit

Après avoir hésité et traversé les difficultés liées aux séparations locales, qu'elles soient géographiques ou affinitaires, les paysans du Larzac finissent par se rassembler et agissent collectivement. Le 23 septembre 1971, ils déversent pierres et fumier devant le domicile du maire de La Cavalerie. A l'appel de la FDSEA, 6000 personnes se rassemblent pour une manifestation, ce sont pour une bonne part des paysans et des ouvriers en grève, ainsi que les militants du coin. Une partie d'entre eux refusera de se disperser en fin de manifestation, déçus par son déroulement et soucieux de faire entendre leur voix. C'est à cette période que les premiers comités Larzac se créaient, d'abord localement, puis au niveau national et international dans le courant de l'année 1972. Cette année voit la solidarité s'étendre et les actions se multiplier. Le 12 février, quinze feux sont allumés par les paysans sur les bords du Larzac au dessus de Millau afin de lancer un appel à lutter ensemble contre l'extension du camp. Au mois de mars le bal des officiers de La Cavalerie est annulé suite à l'irruption d'un essaim d'abeille. Les paysans et toutes les personnes en lutte se motivent grâce à ces actions, c'est également le cas des « révolutionnaires » de tout bord dans la région. Dans la nuit du 5 au 6 mars, les sièges de l'UDI (Union des Démocrates Indépendants, parti gaulliste), du PC et de la CGT, de Millau, ont leur façade dynamitées ; et à Rodez, dans la nuit du 20 au 21 mars des cocktails Molotov sont lancés contre la préfecture, provoquant un départ d'incendie. S'en suivra la première expérience de dissociation dans cette lutte, les associations et soutiens officiels condamnent les auteurs de ces actes. Les médias, tel que *Valeurs actuelles*, parlent de « menace d'un groupe d'agitateurs gauchistes qui se sont emparés de l'affaire ». Pourtant certains discours de paysans ne sont pas bien éloignés de la violence de ces attaques, « Vous entrerez chez moi quand je n'aurai plus de cartouches »⁵. Ces attaques contre l'État se généralisent à l'ensemble du mouvement de solidarité envers les paysans du Larzac. A Toulouse par exemple, lors de la venue

5 Affirmation d'un paysan au préfet, diffusé dans *L'Express*, n° du 14 au 20 février 1972

du ministre Debré, responsable du projet, environ 200 jeunes de toutes tendances défilent aux slogans « L'armée hors du Larzac », « La terre aux paysans », puis dressent des barricades et les enflamment avant d'être dispersés par les forces de l'ordre. Les représentants de l'État déclarent bientôt qu'au Larzac « au besoin les expulsions se feront par la force ».

Affirmation d'une « communauté paysanne »

Cette période de la lutte est également celle de l'affirmation d'une « communauté paysanne » du Larzac. Celle-ci étant imprégnée de religion, du fait du contexte culturel local, mais aussi du soutien du clergé local et de la rencontre avec la *communauté de l'Arche*⁶, installée près de Lodève, où Lanza del Vasto jeûne en solidarité à la lutte des paysans. Les évêques de Rodez et Montpellier se joignent à lui lors d'une messe organisée à La Cavalerie et d'une journée de jeûne à ses côtés. Ce rapprochement marque la stratégie des paysans en lutte ; se présenter comme de respectables citoyens, non-violents et même pieux, souhaitant simplement faire respecter leurs droits. La *communauté de l'Arche* apparaît donc comme une alliée de premier choix.

Le 28 mars 1972, 103 des 109 exploitants agricoles concernés par l'extension du camp s'engagent à ne pas quitter leurs terres et lancent l'occupation des sols⁷, ils y affirment également leur choix d'une contestation non-violente. Ce « serment des 103 », emprunt de religiosité, marque la naissance du mythe des *paysans du Larzac*. Roger Morceau de la communauté de l'Arche devient à l'été 1972 le secrétaire du groupe des paysans du Larzac et les personnes de l'Arche et leurs sympathisants deviennent le service d'ordre du mouvement, entrant en lutte d'influence avec les autres tendances au sein du mouvement.

Les paysans du Larzac s'affranchissent de plus en plus de la FDSEA et de l'*association de sauvegarde du Larzac*, l'influence de ces groupes est remplacée par celle de la communauté de l'Arche. C'est ainsi que la « communauté des paysans du Larzac » se forme, une nouvelle identité ou pour certains une évolution de celle-ci s'impose sur la partie du Larzac impactée par le projet d'extension du camp. Toutefois, l'effet du regroupement des « 103 » comme noyaux dur favorise le dépassement de la légalité dans l'action non-violente. C'est également le moment où les habitants du Larzac prennent en main la communication et l'information, ceci leur permet de conserver une relative autonomie vis à vis des organisations politiques de tout bord. Tout au long de la lutte, ils éditeront et diffuseront un journal de lutte, ils s'attachent à ne pas laisser les médias parler à leur place.

Les actions en solidarité se développent également, faisant parler d'elles jusque dans les colonnes du *New York Times*. Le 14 juillet 1972, les paysans et des personnes solidaires montent en tracteurs jusqu'à Rodez, où se rassemblent 20 000 personnes venues d'un peu partout. Dans l'hiver de 1972 à 1973, l'Association pour la Promotion de l'Agriculture sur le Larzac (APAL) est créée et les paysans décident de construire, avec leurs soutiens, une bergerie symbole de leur lutte à la Blaquièrre. Ces projets durables seront couplés à des actions visant un effet spectaculaire pour faire exister médiatiquement le Larzac, « en évitant tout débordement ». Les tracteurs comme les brebis deviennent des « outils de lutte », l'un dans un symbole de modernité et l'autre dans une image plus religieuse et patrimoniale. 2 000 brebis sont lâchées sur la place centrale de La Cavalerie lors de l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique. Cette enquête remotive les 103 et certains d'entre eux lâchent une soixantaine de brebis, peintes du slogan « nous sauverons le Larzac », sous la tour Eiffel, suscitant une forte sympathie et un grand écho médiatique. L'enquête, rendue publique, conclue, sans surprise, par un PV favorable à l'agrandissement du camp. En

6 L'Arche est fondée par Lanza del Vasto après sa rencontre avec Gandhi en 1948. Elle est la première expérience de communauté non-violente et spirituelle en France. L'objectif est de mettre en place où se trouvent ses membres les idées et les moyens de la non-violence. Voir <http://www.arche-nonviolence.eu/>.

7 L'occupation illégale des terres et leur mise en culture ou pâture sera un outil de lutte extrêmement important sur le Larzac face aux menaces d'expulsions. Cette action maintient une conflictualité permanente au niveau local et favorisant la venue de personnes solidaires sur le plateau.

réaction, le 7 janvier 1973, 25 tracteurs s'élancent vers Paris afin d'y arriver pour une grande manifestation le 13. La manifestation est interdite et la FNSEA se range, mais les paysans auront réussi un coup médiatique. Une manifestation sauvage rassemblant 1500 personnes à lieu dans Paris le jour prévu avant d'être dispersée par les charges de CRS.

La symbolique du Larzac et de ces soutiens

Une nouvelle vague de soutiens envers le mouvement de lutte sur le Larzac voit le jour, notamment de la part des étudiants se révoltant face à la « loi Debré », supprimant les sursis au service militaire au-delà de 21 ans. Les comités de soldats et les objecteurs au service militaire vont progressivement, et ceci jusque après l'arrêt du projet d'extension du camp, devenir des compagnons de lutte pour les larzaciens⁸. Ces mouvements alimentent un sentiment anti-militariste au niveau national, même si la lutte contre le service militaire de l'extérieur et de l'intérieur de l'armée peinent à se mettre en lien de manière efficace et à affirmer un discours offensif⁹. Toutefois, les paysans du Larzac se sentent obligés de démontrer qu'en s'opposant à l'extension du camp militaire, cela ne fait pas d'eux de « mauvais français », allant jusqu'à déclarer leurs services rendus à la patrie.

La renommée et l'attractivité du Larzac sera très vite l'attrait du « retour à la terre » et de l'alternative communautaire. Mais son image grandissante devient également un symbole d'opposition aux « projets mangeurs de terre », comme dans le Nord Aveyron contre un barrage, près de Nancy contre un nouveau camp militaire, dans les Hautes-Alpes lors de manœuvres de l'armée ou encore en Belgique où les paysans des Marches se réclament du même combat. Des personnes du monde entier passeront par le Larzac et écriront à son sujet. Le mouvement s'élargit et s'ouvre à toutes les luttes contre la « colonisation » des espaces par l'État et la marchandise, ce qui favorise à nouveau les liens avec les luttes sociales dans leur globalité. Mais aussi avec les mouvements de « libération » culturelles ou nationales, tel que les luttes des Kanaks, des Palestiniens ou encore des Amérindiens. Cette période voit également un renforcement des mouvances régionalistes de France, qu'elles soient révolutionnaires ou réactionnaires. Le plateau du Larzac devient un haut lieu du mouvement occitan, même si l'occitan ne fera pas partie de l'*identité* des paysans du Larzac, ces idées ne cesseront de baisser en intensité jusqu'à 1981 et la fin de la lutte.

C'est également la période de la lutte des ouvriers de Lip, qui se lieront au combat des paysans du Larzac¹⁰. Ce rapprochement aura deux effets, celui de réaffirmer une solidarité entre paysans et ouvriers, mais aussi celui de développer les idées autogestionnaire sur le causse. Suite à divers rapprochements entre ouvriers et paysans, une marche démarre partout dans le pays, à l'appel des Paysans Travailleurs, afin de converger sur le Larzac pour un grand rassemblement au mois d'août. Cent mille personnes de toutes tendances politiques et révolutionnaires de l'époque s'y retrouvent. Le rassemblement sera festif, riche en rencontres et en échanges. Les futurs rassemblements de l'été sur le Larzac seront plus organisés dans un sens de lutte citoyenne et communautaire, prenant rapidement une dimension tiers-mondiste assez misérabiliste, les dirigeants du PS y seront présents à fin de s'en servir de vitrine électorale, à l'image de Mitterrand qui s'y assurera un bon nombre de soutien pour sa campagne.

Mouvement d'achat collectif des terres

Le mouvement du Larzac se dote de structures organisationnelles utilisant les donations des 3% d'impôts refusés par les militants et sympathisants¹¹ afin de former de grands Groupements Fonciers

8 Voir à ce sujet, les revues *l'Écho des casernes* et *Rompons les rangs*.

9 Voir le supplément au n°4 de la revue *La Lanterne Noire*, 1975. Mais aussi *Pour une critique de l'idéologie anti-militariste*, de Jean Barrot, 1975.

10 Voir *Lip revu et corrigé*, *La Lanterne Noire* n°2, décembre 1974. Cet article et sa démarche fut inspirante pour l'écriture de celui-ci, il contient des questionnements similaires et une critique intéressante de notre regard sur les luttes passées.

11 L'appel à refuser les « 3% de ses impôts symbolisant la proportion attribuée à la Défense dans le budget de la France(sic !) » fut lancé par les paysans du Larzac et leurs proches de la communauté de l'Arche en 1972.

Agricoles (GFA). Les paysans du Larzac entendent combattre l'achat des terres par l'armée en la devançant. Cette campagne d'achat, couplée au mouvement d'occupation sera le fondement de la « victoire » des paysans. Dès que l'armée avance, leur réaction ne se fait pas attendre. Comme le 4 octobre 1975, quand la ferme du Cun, acquise par l'armée, est investie par cinq objecteurs de conscience, souhaitant en faire un centre de recherche autour de la non-violence. Le projet se poursuivra malgré l'expulsion des occupants, d'abord à la Blaquièrre puis de retour au Cun. Cette expérience, basée sur l'objection de conscience et la désobéissance civile, se poursuivra jusque tard, après la fin du service militaire obligatoire, avant d'être malheureusement transformé en éco-camping où le conflit passé est tantôt enterré tantôt mis en avant au profit de l'économie touristique locale.

Entre tensions et concertations

Avec l'avancement des concertations avec l'État et les actions répétées à l'intérieur du camp¹², entre 1974 et 1976, les tensions montent entre habitants du Larzac pro et anti agrandissement. Les avis locaux se mitigent, quelques fois des inscriptions sont tracées sur les façades de magasins ou de maisons et quelques accrochages ont lieu, non seulement entre habitants et soldats, mais aussi entre larzaciens. Cette période est marquée localement par un certain embourbement dans des logiques identitaires, mais aussi politiques et spectaculaires. Des tensions naissent lors de différents rassemblements entre tendances politiques opposées. Le rassemblement de 1977 voit notamment arriver les idées de l'écologie politique, qui feront débat, il sera également le théâtre d'une altercation qui laissera des traces dans l'histoire et le mythe de la lutte du Larzac. Lors de l'arrivée de Mitterrand sur le site du rassemblement, une partie des personnes présentes prennent violemment à parti et commencent à le caillasser, la réaction du service d'ordre ne se laisse pas attendre, ils s'interposent et exfiltrent le triste sire, par la suite ils stigmatiseront cette attaque comme étant une provocation de gendarmes en civil (comme il l'est dit dans *Tous au Larzac* notamment)... Certaines personnes présentes lors de cet épisode racontent aujourd'hui une toute autre histoire. Cet événement est suffisamment fort pour rester dans les mémoires et servir d'argument au mythe de la lutte non-violente victorieuse qu'est censé être le Larzac.

Le mouvement se recentre autour des paysans du Larzac

Dans le printemps et l'été 1978, les actions dont l'occupation et la mise en culture ou pâture des terres de l'armée sont fleurissantes. À partir de l'automne de la même année et ce jusqu'en 1981, les menaces d'expulsions sont grandissantes, c'est aussi une période de regain de combativité au niveau local. Le 8 novembre, un groupe de 200 personnes quitte la Blaquièrre en rang serrés derrière la banderole « Marche Larzac-Paris 710km ». Cette longue marche leur assure une couverture médiatique particulièrement importante, de nombreuses personnes leur emboîtent le pas. Le code vestimentaire « paysan » y est appliqué à la lettre pour coller à l'image des « gens du pays », l'image médiatique est bien contrôlée par les leaders des 103, afin de combattre le cliché hippies des rassemblements de l'été. Arrivé à Paris, une délégation de 11 paysans est reçue au ministère de la défense, dans cette délégation, José Bové incarne le front du refus des propositions de « micro-agrandissements » du camp, proposée par l'État qui tente de se trouver une porte de sortie. C'est le début de la mise en avant et de la carrière politique d'un squatteur qui sut bien se placer.

Le 22 février 1979, suite à une consultation lancée par la mairie de Millau, 88% des votants se déclarent opposés à l'extension du camp militaire, consultation que le préfet se voit contraint de prendre en compte malgré ses réserves.

Les dernières années de la lutte du Larzac sont marquées par de nombreuses négociations sur « le prix à payer pour la victoire », c'est-à-dire trouver un arrangement avec l'État et son armée. Ce sera

12 Sabotages des lignes électriques et téléphoniques, blocages de manœuvres militaires, etc. Un groupe de paysans et d'objecteurs de conscience entrèrent même dans le camp avec l'objectif de dérober et/ou de détruire des documents liés au projet d'extension. Cette action vaudra entre quelques semaines et quelques mois de prison à ses auteurs.

une longue bataille administrative et juridique pour le foncier.

Lors des dernières négociations et du fait du risque d'expulsion partielle des paysans du Larzac, quelques familles s'installent un campement sous la tour Eiffel durant une semaine. Le dernier accord proposé est encore une semi-expulsion. Ce sera finalement la fameuse élection de Mitterrand qui mettra un terme à la lutte du Larzac, quand il annonce l'annulation du projet d'extension du camp, le 3 juin 1981, conformément à ses promesses électorales qui auront emmenées une partie du mouvement aux urnes.

La gestion communautaire de la propriété privée

De 1981 à 1983, les rencontres entre représentants du Larzac et du ministère se multiplient, l'enjeu est la gestion et la répartition du foncier. En septembre 1983 est évoqué en réunion la création d'une société civile foncière, les principes en sont fixés à l'hiver 1984. Le 29 novembre, la première assemblée générale constitue la Société Civile des Terres du Larzac (SCTL) et élit un conseil de gérance. La signature du bail emphytéotique avec l'État, le 29 avril 1985 prend l'aspect d'une cérémonie à la mairie de Millau. Signe d'une transition, les trois signataires, C. Morain, B. Parsy et J. Bové, ne sont pas des natifs du causse. Un passage de relaie s'effectue comme en témoigne Louis Joinet : « Les deux personnages clefs c'est Tarlier et petit à petit Bové, qui prend le relai quand la SCTL se met en place. On avait des réunions à Matignon à mon bureau, avec Tarlier et Bové, et au bout d'un moment, Bové venait seul. »¹³

En guise de conclusion

Plutôt que de partir de grandes théories, je préfère raisonner à partir des pratiques existantes et de celles qui ont put êtres mises en place lors de luttes plus anciennes, dans des contextes différents. La lutte du Larzac, comme tant d'autres fut riche et complexe. Il me parait primordial de questionner la composition de ces luttes, en terme de groupes et individus, et de mettre en avant les contradictions qui se développent entre eux, afin de comprendre les enjeux qui existent à mener une critique radicale ou en demi teinte ; ou encore à cogérer une lutte avec l'État et à rechercher la simple réforme d'une situation dans un cadre déjà existant. Il n'y a presque jamais de séparation nette entre ces logiques, elles se nourrissent l'une l'autre et nous évoluons à travers elles. L'impératif de composition entre elles, afin de faire face à l'État et au rouleau compresseur de la marchandise, est à double tranchant. Un discours assez rependu préconise « [qu'il] faut faire front commun et utiliser tout les moyens à notre disposition », mais c'est aussi le risque permanent de la dissociation qui plane au dessus de nous. Les personnes tendant plus à l'auto-organisation horizontale et à l'action directe comme moyen de lutte, risquent en permanence d'être trahis pas les franges cogestionnaires du mouvement, les condamnant comme des « irresponsables qui desservent la cause ». Pourtant sans composition avec les différentes tendances politiques du mouvement, nous sommes seuls et donc vulnérable. Et sans composition, les franges réformistes ou cogestionnaires, ne peuvent atteindre leur statut d'interlocuteur privilégié de l'État sur le terrain, car c'est le rapport de force qui pousse les autorités à chercher de l'aide à l'intérieur du mouvement. Il est parfaitement illusoire de penser que les occupations illégales sur le Larzac aient pues tenir sans la conflictualité créée par la large solidarité qu'elles suscitèrent au niveau local et national. Nous qui refusons l'*action politique* au sens politicien du terme, c'est-à-dire la mascarade démocratique des concertations et autres médiations, nous ne pouvons pas fermer les yeux quand ces actions sont mises en place par nos camarades de lutte plus accés sur le combat administratif et juridique. Ce serait le risque d'être dépassés par la politique politicienne et de se retrouver pieds et points liés face au chantage des autorités et de nos futurs ex-camarades de lutte. Laisser se développer les logiques cogestionnaires et réformistes, c'est s'exposer d'autant plus à la récupération politique extérieure de nos luttes, comme ce fut le cas avec Mitterrand et le PS sur le Larzac ou comme d'autres tentent actuellement

13 Interview de Louis Joinet, juillet 2006. Louis Joinet est un juriste fondateur du *Syndicat de la magistrature*, il est conseillé des premiers ministres de Mitterrand entre 1981 et 1993.

de le faire avec Notre Dame des Landes par exemple. Il en va de même pour la fâcheuse tendance à chercher à mener des actions spectaculaires, dans un souci d'existence médiatique qui fait bien souvent oublier l'impératif du maintien d'un rapport de force. D'autant plus que ces actions créés souvent une routine de rendez-vous militants, verrouillant les perspectives de dépassement.

L'État ne peut être considéré comme un partenaire, il est le garant de l'ordre social existant, c'est le rapport autoritaire qui assure la pérennité du système marchand. Pourquoi cet état de fait pourrait changer de lui même ? Penser qu'il soit possible de lutter contre la volonté de l'État en utilisant ces institutions (de même que les média) est une illusion, cela revient à imaginer que nos gestionnaires envisagent leur autodestruction. Au contraire, l'autorité et la marchandise, se réinventent continuellement et parfois ce sont les conflits sociaux, locaux ou globaux, qui lui permettent de se renouveler. La cogestion de la lutte sur le Larzac, comme dans d'autres exemples de l'époque, a permis à une économie « verte » de se développer et de se populariser, allant jusqu'à inventer la « révolte » par les choix de consommation si chère aux altermondialistes et autres gauchistes ne souhaitant pas trop perturber leur quotidien. Cette logique a également favorisée et peut être accélérée l'industrialisation locale, notamment touristique, mais également le replis sur une « identité Larzac », rendant les lieux bien peu accueillants si l'on ne vient pas y consommer les produits, les loisirs et les paysages.

Encart SCTL :

« La création de la Société Civile des Terres du Larzac (SCTL) et la mise à disposition des terres du Larzac par l'Etat aux paysans et habitants du plateau le 29 avril 1985 a permis d'officialiser la fin de la lutte contre l'extension du camp militaire suite à l'annonce de l'arrêt de ce projet par le Président de la République François Mitterrand en juin 1981. Par la formule originale du bail emphytéotique (bail longue durée qui confère au locataire un *droit réel* sur le terrain, dont il peut sous-louer une partie par exemple, à charge du locataire d'améliorer le fond et de payer un loyer « modique », les améliorations bénéficiant au bailleur en fin de bail sans que ce dernier ait à indemniser le locataire) entre l'État et la Société Civile des Terres du Larzac la sécurité de l'utilisation de l'espace à des fins agricoles et pacifiques est assurée pour une durée de 99 ans. Grâce à ce transfert de responsabilité, la Société Civile des Terres du Larzac assure toutes les charges de propriétaire, à l'exception du droit de vendre. La Société Civile des Terres du Larzac constituée de tous les fermiers et résidents est administrée par un conseil de gérance de 11 membres. Il attribue les exploitations, fixe les montants des baux ruraux et élabore les règles de gestion entre les différents usagers du foncier (agriculture, chasse, tourisme, etc.). Par son implantation géographique sur 12 communes, elle est un des outils de l'aménagement du territoire avec les mairies, le Parc régional des grands causses et les associations. » <http://larzac.org/accueil/un-territoire-organise/gestion-fonciere/sctl/>

Encart bibliographie :

Larzac : De la lutte paysanne à l'altermondialisme, de Pierre-Marie Terral, Ed. Privat, 2011.

Gardarem ! Chronique du Larzac en lutte, Christiane Burguière avec la collaboration de Pierre Burguière, Préface de José Bové, Ed. Privat, 2011.

Paroles, Ouvrage collectif sous la direction d'Élisabeth Baillon. Privat, 2012.

Gardarem lo Larzac, dont on peut trouver des archives sur le net, bien que les numéros récents soient plus difficiles à trouver, du fait de la nécessité de s'abonner.

Paysages culturels et naturels : changements et conservation, sous la direction de Marie Roué, Muséum national d'histoire naturelle.

L'invention d'un territoire et sa confrontation aux limites administratives. Le cas des Grands Causses, Jean Luc Bonniol, Laboratoire d'écologie humaine, Université d'Aix-Marseille III, 2005.

Le paysan impossible, Récit de luttes, de Yannick Ogor, Les éditions du bout de la ville, juin 2017.

Les paysans dans la lutte des classes, de Bernard Lambert, Ed. Seuil, 1970.
Campagnes à vendre, Le miroir aux illusions, de André Dréan, *Oiseau-tempête* n°6, 1999.
Barabajagal, journal écologique et libertaire, n°13.
Confrontation Anarchiste, n°08, 12 et 19.
La Gueule Ouverte, journal écologique, n° de novembre 1972 à octobre 1979.
Il faut ajouter à cette liste les différentes sources annotées dans le texte.